
Paris, le 18 septembre 2023

1^{ère} édition du baromètre des énergies liées à la mobilité VEDECOM

La question de l'énergie, sujet de préoccupation majeur des Français pour leur mobilité



L'année 2022 a été marquée par des événements importants liés aux énergies comme la hausse du prix des carburants, du prix de l'énergie ou encore l'annonce de la fin de la vente des véhicules neufs à énergie fossile ou hybride à horizon 2035 en Europe afin de répondre au défi de la transition énergétique.

Dans ce contexte, VEDECOM – Institut de Transition Energétique (ITE) dédié aux mobilités plus durables a interrogé les Français afin de comprendre la perception qu'ils ont des énergies liées aux transports et à l'impact qu'elles ont sur leur mobilité au quotidien. Ce baromètre de l'énergie, réalisé auprès de 1005 Français, s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche centré sur le futur de la mobilité des personnes et financé par un consortium de partenaires multi-sectoriels parmi lesquels Renault, Valeo et la MACIF.

Entre les besoins croissants de déplacements, la question de l'écologie et la problématique du coût, les Français expriment leurs envies et leurs craintes et se positionnent sur la manière dont ils seront amenés à se déplacer dans le futur.

Les Français sont de plus en plus préoccupés par l'écologie

Près de **3 Français sur 4** se déclarent de préoccupés à fortement préoccupés par l'écologie aujourd'hui. Cette tendance devrait s'intensifier à mesure que le temps passe : 77,5% sont ainsi convaincus que dans les années à venir, leurs préoccupations seront encore plus fortes qu'actuellement.

Cette inquiétude grandissante affecte naturellement la perception que les Français ont de l'énergie fossile, dans la mesure où le lien de cause à effet entre les émissions des gaz à effet de serre émis par les véhicules thermiques et le changement climatique est dorénavant mieux appréhendé. Les mentions spontanées des Français lorsqu'il s'agit des énergies se positionnent sous l'angle de l'écologie. **Les mobilités de demain se devront donc d'être écologiques pour obtenir l'adhésion des Français.** Ainsi, parmi les termes spontanément associés à l'énergie fossile par les Français, 37,2% ont une connotation négative, et le mot « pollution » est même évoqué dans un quart des cas. La moitié des Français pense également que la pollution liée à la fabrication et à l'utilisation d'un véhicule à énergie fossile est élevée, et près d'un tiers sont convaincus qu'utiliser un véhicule de ce type est une mauvaise idée.

Ce désamour fait la part belle aux autres énergies utilisées pour la mobilité, biocarburants et hydrogène en tête suivis de près par l'électrique. **En l'absence de toute contrainte, les Français déclarent leur préférence pour l'énergie hydrogène (31%), devant le biocarburant (28,7%), l'électricité (25%) et enfin l'énergie fossile (15,3%).**

Ces chiffres sont toutefois à nuancer, compte tenu du niveau de connaissance inégal des Français entre les différentes énergies, qui fausse ainsi la perception qu'ils peuvent en avoir. A titre d'exemple, 41% des Français pensent à tort que les coûts financiers liés à l'approvisionnement (faire le plein, recharger) d'un véhicule électrique sont plus importants que pour un véhicule à énergie fossile de même catégorie. Ce manque de connaissance est plus prononcé pour l'énergie hydrogène et les biocarburants.

De même, les mesures mises en place par les autorités publiques ne sont pas toujours connues. Ainsi, 29% des Français n'ont pas connaissance du dispositif **ZFEm, ces Zones à Faibles Emissions** où la circulation des véhicules les plus polluants peut être interdite et où un certificat qualité de l'air est obligatoire. 21,6% des personnes utilisant un véhicule privé pour leurs déplacements ne savent pas si les zones dans lesquelles ils circulent sont concernées par un dispositif ZFEm. Par ailleurs, 21,4% des Français n'ont pas connaissance de la réglementation sur la fin de vente des véhicules neufs à énergie fossile et hybrides en 2035. Dans la pratique, malgré l'importance de la question de l'écologie, 1 Français sur 2 déclare qu'il sera en désaccord lors de l'entrée en application de cette loi en 2035.

Malgré cette prise de conscience, les Français n'ont pas encore initié de changements majeurs concernant leur mobilité

En effet, moins d'un Français sur 10 se rend compte que son comportement n'est pas adapté à la situation écologique actuelle (7,7%), signe du chemin qu'il reste à parcourir pour inscrire l'ensemble des Français dans une dynamique concrète de transition. Quelle en serait la raison principale ? Ils ne croient pas, pour deux tiers d'entre eux, que les changements à leur échelle, dans leurs propres comportements de mobilité, vont améliorer la situation écologique actuelle.

Le prix du carburant reste aujourd'hui le principal vecteur de changement de comportement de mobilité parmi les Français. Pour eux, il ne fait pas de doute que les prix de l'énergie vont encore augmenter à l'avenir. Ils sont, en effet, 73,6% à le penser. Pour 68% des Français, la hausse du prix des carburants connue en 2022 a entraîné des répercussions importantes sur leur pouvoir d'achat. S'ils n'envisagent pas à court terme de changer leurs comportements, les perspectives à horizon 2025-2030 semblent plus favorables : 34,7% des Français prévoient d'avoir plus recours à la mobilité douce (vélo, marche...), tandis que 30,8% anticipent une baisse de l'utilisation de leur véhicule personnel.

La mise en place de Zones à Faibles Emissions divise puisque 29% des répondants sont d'accord pour sa mise en place contre 39,2% d'indécis et 31,7% des répondants en désaccord. Parmi ceux qui sont concernés par des zones géographiques ayant un dispositif ZFE, 10% déclarent circuler dans ces zones sans vignette Crit'Air et 14,46% le font même si leur vignette n'est pas adaptée.

Enfin, parmi ceux non concernés actuellement par un dispositif ZFE, 29,9% se disent prêts à circuler dans ces zones même si leur véhicule ne les y autorise pas.

Concilier la problématique écologique aux changements de comportement de mobilité apparaît donc comme un enjeu futur. Mettre en place des dispositifs pour limiter les émissions ne suffit pas à obtenir l'adhésion de tous et suppose accompagnement et pédagogie auprès des Français pour modifier leurs pratiques de mobilité.

Les Français pourraient adopter l'énergie électrique si les freins à son utilisation étaient levés

42% des Français pensent ainsi qu'utiliser un véhicule à énergie électrique serait plaisant. Cependant, certains freins limitent encore son déploiement à grande échelle. Le coût est le premier facteur limitant : 72% déclarent ainsi que le coût d'un véhicule électrique est une chose particulièrement importante à prendre en compte avant de l'utiliser.

La pollution liée à la fabrication et l'utilisation d'un véhicule électrique est jugée élevée pour 42% des Français. La batterie est en partie responsable de ce résultat à travers son manque de recyclage ; batterie qui, via l'autonomie et le temps de recharge, limite le champ d'action des véhicules électriques à des trajets courts pour 62,99% des Français. **Face à ces freins, quelles actions privilégier pour accompagner le déploiement de la mobilité électrique ?** Outre la question du prix, il conviendrait de **renforcer la pédagogie, améliorer l'expérience utilisateur notamment lors de la recharge du véhicule, en offrant plus d'accompagnement aux usagers et en explorant davantage la recharge à domicile**, lieu préféré des Français pour la recharge de leur véhicule. **Des axes de travail sur lesquels VEDECOM est d'ores et déjà engagé, dans le cadre de nouveaux programmes de recherche en partenariat avec les acteurs de l'écosystème public et privé de la mobilité.**

« Cette première édition du baromètre Energie montre que la prise de conscience de l'impact écologique des véhicules thermiques progresse rapidement dans la population. Cependant, les Français dans leur majorité ne sont pas encore prêts à changer pour plusieurs raisons : méconnaissance de l'impact écologique du véhicule électrique, prix trop élevé, inquiétude quant à l'autonomie et la possibilité de recharger la batterie. Ces résultats confirment l'importance de poursuivre les travaux de pédagogie sur le véhicule électrique ainsi que la nécessité de rendre la recharge beaucoup plus accessible. Ces sujets sont au cœur de l'initiative « hub d'innovation pour la recharge » en cours de lancement par l'institut VEDECOM. » a ainsi déclaré Eric Lebeau, Directeur Général de l'Institut VEDECOM.

Méthodologie du Baromètre Energie VEDECOM

Le Baromètre énergie a été réalisé auprès d'un panel représentatif de la population française (genre, âge, répartition géographique) constitué de 1 005 personnes. Le questionnaire a été administré du 19 au 24 octobre 2022. Les questions posées ont permis de récolter des données sur :

- La représentation spontanée et l'acceptabilité des 4 énergies investiguées (électricité, biocarburant, hydrogène, énergie fossile)
- Les préférences et la connaissance des 4 énergies
- Le prix des carburants et l'impact sur les Français
- La fin de vente des véhicules neufs à énergie fossile et hybrides en 2035
- Les Zones à Faibles Emissions et la circulation alternée
- La mobilité et l'écologie
- La recharge des véhicules électriques
- Les caractéristiques socio-démographiques des répondants et leur degré de technophilie (i.e., un technophile est une personne qui apprécie et/ou encourage les nouvelles technologies).

À propos de VEDECOM

L'Institut pour la Transition Énergétique (ITE) VEDECOM est missionné par l'État pour soutenir l'innovation technologique et les filières industrielles françaises engagées dans les mobilités du futur. Fondé sur une collaboration inédite d'une trentaine d'acteurs, il rassemble établissements académiques, collectivités territoriales et différents acteurs privés : automobile, transport public et mobilité, logistique, infrastructures de la route, télécommunications, énergie, aéronautique et défense, services numériques et simulation, assurance. Créé en 2014 dans le cadre du Programme Investir l'Avenir (PIA), l'Institut fait partie des 15 instituts de recherche rassemblés au sein de FIT, French Institutes of Technology. Il compte 80 collaborateurs en 2023. VEDECOM a produit plus de 650 publications et 80 thèses, et formé plus de 2,500 personnes dans le cadre de son programme formation. Le baromètre est issu du projet ANIMA, cofinancé par l'ANR au titre du Plan d'Investissement d'Avenir, MACIF, MOVIN'ON, RENAULT, STELLANTIS, VALEO et CONTINENTAL. Plus d'infos sur www.vedecom.fr

Contact presse

Elisa Diogo – communication@vedecom.fr